

Décrochage scolaire au Québec : Une décennie de surplace, et pas qu'une question de financement

NOUVELLES FOURNIES PAR

Institut du Québec →

May 02, 2018, 06:00 ET

MONTRÉAL, le 2 mai 2018 /CNW/ - Le taux de diplomation en cinq ans dans le réseau public québécois ne s'est pratiquement pas amélioré depuis près d'une décennie, oscillant entre 59 et 65 %. Cette réalité est implacable. La situation des garçons du réseau public francophone et celle des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage sont particulièrement préoccupantes. Pis encore, d'autres provinces ont fait des pas de géants au cours de cette même décennie, l'Ontario en tête, qui a amélioré sa performance d'environ 15 points de pourcentage. Pourquoi alors la situation stagne-t-elle toujours au Québec?

Comme le démontre l'étude dévoilée aujourd'hui par l'Institut du Québec (IdQ), le retard du Québec en matière de décrochage scolaire ne peut pas uniquement s'expliquer par un manque de financement. Divers indicateurs de comparaison révèlent que même si les dépenses d'éducation ont connu une progression similaire au Québec et en Ontario entre 2004 et 2014, le Québec n'a pas réussi à accroître son taux de diplomation au même rythme que la province voisine.

« Notre étude repose sur un constat qui devrait tous nous mobiliser : la lutte contre le décrochage n'a pas beaucoup progressé au Québec depuis 10 ans. Si les causes précises de cet échec sont difficiles à cerner et méritent plus d'analyses, notre étude permet au moins de tirer une conclusion claire : le financement n'en est pas la cause principale. Il est donc temps de changer la conversation publique sur la lutte contre le décrochage et d'oser libérer le débat sur l'éducation des ornières de son financement », déclare Mia Homsy, directrice générale de l'IdQ.

Un retard préoccupant de la diplomation au secondaire

Malgré les progrès importants réalisés depuis le Rapport Parent, un problème majeur persiste : avec un taux de diplomation au secondaire en cinq ans de 64 % pour le réseau public, le Québec présente la pire performance au niveau canadien, avec un écart de près de 20 points de pourcentage avec l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

Dans le réseau public, l'écart de diplomation dans les temps requis est maintenant de 25 points de pourcentage pour les garçons entre le Québec et l'Ontario. En outre, l'écart entre le taux de diplomation des filles et celui des garçons est trois fois plus élevé au Québec que dans la plupart des autres provinces. En tenant compte des performances du réseau privé, le taux de diplomation global au Québec se situerait plus près de 68 ou 69 %, ce qui est inférieur de 15 points de pourcentage au taux de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

Cessons de pointer du doigt uniquement le financement

Dans les débats publics, plusieurs tentent d'expliquer les retards de diplomation du Québec par un sous-financement allégué de l'éducation. Et pourtant, bien que les efforts de financement soient similaires au Québec et en Ontario depuis 10 ans, le taux de diplomation a bondi en Ontario alors qu'il stagne encore au Québec. L'argument du manque de financement ne peut donc pas, à lui seul, justifier la faiblesse persistante du taux de diplomation au Québec.

Que faire face à ce constat? Bien sûr, il est impératif de poursuivre le financement de l'école publique québécoise à un rythme qui couvre l'inflation, la demande démographique et un ajustement additionnel pour atteindre les cibles de diplomation ambitieuses que s'est fixé le gouvernement. Par contre, sans véritable changement de nos pratiques, il y a de fortes chances que ces investissements n'aient pas ou peu d'impact réel sur le taux de diplomation.

Pour redresser la situation actuelle, l'IdQ propose donc de:

- Faciliter l'accès aux données colligées par les commissions scolaires et le MEES en autorisant dès que possible l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ou Statistique Canada à les héberger;
- Réduire les délais de publication des données et des indicateurs en créant une base de données unique, ouverte, complète et facilement accessible au public;
- Procéder à une évaluation systématique et rigoureuse des programmes d'envergure avant de poursuivre leur déploiement;
- Appuyer les décisions sur les résultats probants de la recherche et les pratiques avérées. Pour y arriver, créer sans tarder un Institut d'excellence en éducation;
- Étudier et prendre en considération les meilleures pratiques locales et étrangères, en commençant par celles qui touchent l'enseignant, principal levier de la réussite de l'élève.

Le rapport ***Les jeunes Québécois décrochent plus qu'ailleurs au Canada, malgré les efforts de financement*** est disponible sur le site www.institutduquebec.ca.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca | info@institutduquebec.ca

SOURCE Institut du Québec

Renseignements: Liette D'Amours, 514 649-2347, liette.damours@videotron.ca